



HAL
open science

Les partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? Éléments comparatifs sur la réception des recherches sur les partis

Carole Bachelot, Hélène Combes, Stéphanie Dechezelles, Florence Haegel,
Catherine Leclercq

► To cite this version:

Carole Bachelot, Hélène Combes, Stéphanie Dechezelles, Florence Haegel, Catherine Leclercq. Les partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? Éléments comparatifs sur la réception des recherches sur les partis. *Revue internationale de politique comparée*, 2010, Enquêter dans les partis politiques Perspectives comparées, 17 (4), pp.31-46. 10.3917/ripc.174.0031 . hal-01847023

HAL Id: hal-01847023

<https://sciencespo.hal.science/hal-01847023>

Submitted on 23 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES PARTIS S'INTÉRESSENT-ILS À NOS ENQUÊTES ? ÉLÉMENTS COMPARATIFS SUR LA RÉCEPTION DES RECHERCHES SUR LES PARTIS

**Carole BACHELOT, Hélène COMBES, Stéphanie DECHEZELLES,
Florence HAEGEL, Catherine LECLERCQ**

Les partis sont réputés être des organisations qui contrôleraient fortement l'enquête de terrain. Certains, à l'instar des organisations bureaucratiques, disposeraient « d'une panoplie de contraintes, de sanctions, d'interdictions que l'on ne trouve pas sur d'autres terrains, mises en œuvre en vue d'orienter, de tronquer ou de bloquer le cours de l'enquête »¹. Ce répertoire d'instruments que les partis sont supposés déployer pour contrôler l'enquête serait la preuve de l'importance qu'ils lui accordent. Et pourtant, cette réputation de clôture et de contrôle apparaît largement exagérée². Est-il si évident de considérer les milieux partisans comme des terrains particulièrement difficiles ?³ Les acteurs partisans se révèlent-ils plus méfiants que d'autres ?⁴ Les instruments de contrôle sont-ils dans les partis plus nombreux qu'ailleurs ? Nous voudrions ici poursuivre la réflexion engagée dans ce dossier sur les manières d'enquêter dans les partis en comparant plus spécifiquement l'intérêt que les partis manifestent pour nos enquêtes et pour la recherche en général.

Nous considérerons que l'intérêt peut prendre des formes diverses et intervenir aussi bien avant, pendant qu'après l'enquête. Avant le début de l'enquête d'abord, l'intérêt des acteurs partisans (plus souvent les dirigeants) peut en effet se manifester par la nécessité d'obtenir une forme d'autorisation officielle ou de parrainage. Ensuite, il peut prendre la forme

1. CEFAÏ D., AMIRAUX V., « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales », *Cultures et conflits*, n°47, automne 2002, p. 5-48.

2. En effet, les frontières partisans sont plus poreuses qu'il n'y paraît et leurs hiérarchies moins rigides qu'on le suppose.

3. Sur cette expression, voir l'ensemble du numéro « Enquêter en milieu difficile », *Revue Française de Science Politique*, vol. 57, n°1, 2007.

4. D'autres organisations politiques apparaissent tout aussi méfiantes que les partis comme le souligne Cécile Péchu à propos de son travail sur Droit Au Logement (DAL), PÉCHU C., *Droit au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz, 2006.

d'une réponse favorable à toutes sortes de sollicitations de la part de l'enquêteur, comme la transmission d'un contact ou de documents. Il est également susceptible de s'exprimer quand les acteurs partisans veulent être tenus au courant de la suite de l'enquête ou relire un entretien transcrit. Enfin, une fois l'enquête achevée, l'intérêt peut aussi se traduire de manière plus ou moins formalisée par des demandes de restitution (en tête à tête ou lors de manifestations partisans, dans la presse partisane ou par l'intégration dans des groupes d'experts). Autrement dit, l'intérêt inclut l'ensemble des opérations de réception entendue au sens large.

L'éloignement des milieux enquêtés de la production du savoir scientifique que s'est longtemps expliqué par la distance sociale entre ces mondes et par l'absence de technique de large diffusion des informations. Les « indigènes » ne lisant pas les travaux des chercheurs, l'« entre soi scientifique »⁵ permettait de ne pas se poser la question des formes de réception des publications scientifiques. La transformation des modes de communication, la médiatisation et la diffusion par Internet de certaines publications et résultats d'enquête, ont contribué à semer d'embûches le chemin du chercheur contemporain⁶ (de même, d'ailleurs, qu'elle a rendu nécessaire la protection des enquêtés)⁷. Dès lors, les conditions de l'intérêt partisan pour l'enquête se sont-elles modifiées ?

À côté de la question des transformations se pose celle de l'éventuelle spécificité des partis politiques. L'intérêt partisan pour les enquêtes de sciences sociales revêt-il des traits caractéristiques ? D'un côté, on pourrait penser que les acteurs partisans, parce qu'ils nourrissent un intérêt spécifique pour la chose politique, parce qu'ils s'inscrivent dans un jeu compétitif où la concurrence des images est centrale ou parce qu'ils évoluent dans un monde où l'injonction à militer et à prendre parti s'avère la norme, partagent un fort intérêt pour tous les travaux qui les concernent. De l'autre, on peut émettre l'hypothèse inverse que les formes d'institutionnalisation, de spécialisation et de professionnalisation des organisations partisans tout autant que des institutions de recherche en sciences sociales accroissent la distance et entretiennent une forme d'autonomisation, voire de désintérêt réciproque. L'intérêt et le désintérêt ne sont en fait ni acquis, ni stables puisqu'ils résultent des multiples interactions qui donnent corps à ce que l'on appelle communément l'enquête et renvoient aux relations entre professionnels du politique et professionnels de l'analyse du politique. Ils sont le produit d'interactions emboîtées et dynamiques, c'est-à-dire des posi-

5. WEBER F., « Publier des cas ethnographiques : analyse sociologique, réputation et image de soi des enquêtés », *Genèses*, vol. 70, n°1, 2008, p. 140-146, p. 142.

6. LEPOUTRE D., « La photo volée. Les pièges de l'ethnographie en cité de banlieue », *Ethnologie française*, 31(1), 2001, p. 89-101.

7. Voir sur ces questions, LAURENS S., NEYRAT F., (dir.), *Enquêter, de quel droit ? Menaces sur l'enquête en sciences sociales*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2010.

tions et des rôles divers que nous sommes amenés à jouer durant l'enquête, mais aussi des relations entre les mondes partisans et universitaires, définis, à la suite de H. Becker, comme des espaces de circulation plutôt que comme des systèmes de positions stabilisées⁸. Dans cette logique, nous envisagerons dans une première partie, l'intérêt comme le produit d'interactions, voire de négociations individuelles, dont nous chercherons à comprendre les principaux paramètres puis, dans un second temps, nous considérerons plus globalement les modes d'ajustement ou de désajustement entre sous-systèmes sociaux, ceux de la recherche et ceux des organisations partisans.

Les paramètres individuels et institutionnels de réception de l'enquête

Les partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? On ne peut répondre simplement à cette question. En effet, l'intérêt partisan dépend à la fois des acteurs rencontrés, de leurs profils et des positions qu'ils occupent ainsi que du cadre institutionnel dans lequel ils s'insèrent⁹. Capital culturel et formation intellectuelle, position dans l'organisation mais également dans le cycle d'engagement expliquent la diversité des formes que peut prendre la réception de l'enquête. Encore faut-il tenir compte des cultures partisans et notamment du degré de réflexivité institutionnelle dont la pratique archivistique constitue un bon indicateur.

Les paramètres individuels : formation, positions et cycle d'engagement

L'intérêt pour l'enquête est lié aux propriétés sociales des acteurs, en particulier à leur capital culturel et à leur proximité à l'égard du champ scientifique, l'un et l'autre très variables suivant le recrutement social du parti considéré. Les recherches récentes sur les partis politiques suggèrent combien le rapport aux chercheurs est conditionné par la proximité objective et subjective aux sciences sociales et aux sphères universitaires. Au Parti socialiste, il n'est pas rare que les cadres et élus lisent, connaissent et citent les travaux des politistes, manient les catégories de science politique les plus diffusées en raison de leur propre cursus universitaire. Ainsi, certains dirigeants socialistes français interrogés par Carole Bachelot lui ont demandé de se situer par rapport à la « loi d'airain de l'oligarchie »¹⁰. Lucie Bargel,

8. Par analogie avec « les mondes de l'art » dont Becker a montré qu'ils pouvaient être analysés comme le produit de négociations individuelles et d'ajustement entre sous-systèmes sociaux : BECKER H., *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1988.

9. Voir SIMÉANT J., « Friches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants », in HAMMAM P., MÉON J.-M., VERRIER B., (dir.), *Discours savants discours militants : mélange des genres*, Paris, l'Harmattan, 2002, p. 17-53, p. 31.

10. MICHELS R., *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Bruxelles, Édition de l'Université de Bruxelles, 2009 (1911).

pour sa part, a observé qu'elle avait été sensiblement plus sollicitée par les membres du *Mouvement des Jeunes Socialistes* que par ceux des *Jeunes populaires*, avec pour effet une plus grande réflexivité et un intérêt plus prononcé pour les productions scientifiques surtout si elles émanent des sciences sociales plus familières aux jeunes socialistes qu'aux jeunes populaires, mais aussi une collusion à double tranchant.

Mais l'intérêt des acteurs partisans n'est pas strictement ni uniquement indexé sur leur formation universitaire : leur sensibilité aux analyses des politistes résulte aussi, dans de nombreux cas, d'apprentissages « buissonniers » et de parcours d'auto-formation aux questionnements d'ordre sociologique. Les militants ou anciens militants du Parti communiste français, parfois non diplômés mais lecteurs assidus, formés aux écoles du parti et autodidactes cultivés, ne sont pas indifférents aux analyses qui leur sont consacrées : comme l'ont expérimenté Nathalie Ethuin et Catherine Leclercq, la réception des résultats d'enquête procède moins du niveau d'étude que de ce qu'ils ont acquis dans le système éducatif du PCF et dans la pratique militante, par les lectures et la fréquentation d'intellectuels¹¹. Autrement dit, l'intérêt pour les travaux sur les partis est partiellement déterminé par le capital culturel des acteurs, sous des formes et avec des logiques d'accumulation différentes en fonction du recrutement social des organisations, et toujours en relation avec leur proximité aux mondes de l'université et de la recherche.

Il faut également prendre en considération la position qu'occupent les acteurs dans le parti au moment de l'enquête – entendue aussi bien comme la place dans la hiérarchie de l'organisation que dans la carrière militante. La position dans l'organigramme partisan influence à plusieurs titres l'attitude à l'égard des productions scientifiques. Militants « de base », élus, cadres locaux et dirigeants nationaux n'ont ni les mêmes contraintes matérielles (en termes de gestion du temps notamment), ni les mêmes priorités idéelles (on pense ici aux conceptions et usages différenciés d'une même structure partisane), ni les mêmes « compétences stratégiques »¹². La propension et l'« intérêt à s'intéresser » aux résultats d'enquête varient par conséquent en fonction des fractions du corps partisan. De même, les membres en activité au moment de l'enquête sont à distinguer des anciens militants

11. La singularité historique du PCF tient en grande partie à ce dispositif de compensation de l'exclusion culturelle des classes populaires, et l'on en trouve la trace dans la relation des militants aux chercheurs : si celle-ci n'est pas exempte de méfiance, elle peut être facilitée par l'ouverture intellectuelle, l'avidité de connaissances et le désir de perfectionnement de certains membres ou ex-membres du parti. Sur l'importance des lectures dans les trajectoires militantes, voir FOSSE-POLIAK C., MAUGER G., PUDAL B., *Histoires de lecteurs*, Paris, Nathan, 1999.

12. Sur ce dernier aspect, voir BONNET F., « La distance sociale dans le travail de terrain : compétence stratégique et compétence culturelle dans la relation d'enquête », *Genèses*, n°73, décembre 2008, p. 57-74.

(étudiés par Myriam Aït-Aoudia dans le cas du FIS ou par Catherine Leclercq pour le PCF) : si ces derniers peuvent manifester une réelle curiosité pour les analyses des politistes, leurs attentes sont d'autant moins pressantes que leur distance à l'expérience militante est grande et qu'ils sont détachés des enjeux idéologiques, des réseaux sociaux et des investissements affectifs liés à l'engagement.

Cela renvoie donc à l'importance, dans les phénomènes de réception, de la position des acteurs dans leur trajectoire biographique. Paradoxalement, les périodes d'hyper-engagement ne sont pas les plus mobilisatrices en matière de curiosité analytique. Au contraire, les phases de flottement, de remise en question ou de désengagement militant, synonymes de disponibilité et de réflexivité, peuvent favoriser l'attention portée aux analyses sociologiques. Mais il arrive aussi, comme l'a observé Catherine Leclercq, que les relations fortes nouées en entretien ne débouchent sur aucun intérêt particulier pour le travail d'interprétation. Tout se passe comme si, pour certains, l'essentiel résidait dans le fait de s'exprimer, de témoigner, parfois pour légitimer une expérience, restaurer une image de soi, réhabiliter un engagement stigmatisé, sans que le traitement scientifique du matériau d'enquête constitue une préoccupation. Le chercheur fait ici office de simple instance transitionnelle, de sorte que son travail d'analyse apparaît secondaire à ceux-là mêmes qui en font l'objet.

La variété des cultures organisationnelles : réflexivité et souci de l'archive

Propriétés sociales, position dans la hiérarchie partisane et place dans le cycle d'engagement (et plus généralement dans le cycle de vie) déterminent la propension des acteurs partisans à s'intéresser à l'enquête. Mais l'on doit également s'interroger sur le fait de savoir si certaines cultures partisans contribuent plus que d'autres à façonner cet intérêt, et selon quelles modalités.

Les acteurs individuels s'inscrivent dans des cultures d'institution que le rapport à l'enquête et au chercheur peut contribuer à révéler. Christophe Broqua note, par exemple, qu'« Act Up est un groupe fortement réflexif qui se caractérise par une analyse permanente de lui-même »¹³ et qui considère que l'essentiel est qu'on parle de lui. Dans le cas du PCF, on constate l'existence d'un « habitus biographique d'institution » à travers la familiarité des militants et anciens militants à l'égard de l'examen de conscience, que prolongent les récentes pratiques délibératives qui encouragent la posture

13. BROQUA C., « Ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, vol. 75, n°1, 2009, p. 110-111.

testimonial¹⁴. À l’opposé, dans le cas de l’UMP, la culture archivistique est largement absente. Anne-Sophie Petitfils observe que, dans les réunions locales, aucun militant n’est chargé d’établir un compte rendu¹⁵. Cette habitude pourrait s’expliquer par la sociologie des adhérents de cette formation de droite, les membres de la bourgeoisie économique qui composent majoritairement ses rangs ayant sans doute un rapport à l’écrit plus distancié que ceux de la bourgeoisie intellectuelle. Mais d’autres éléments de la culture d’organisation interviennent probablement. Comme le constate Anne-Sophie Petitfils, la rareté des documents écrits à l’échelon local de l’UMP reflète le peu d’intérêt de l’organisation pour la parole militante. À l’échelon national, cette absence est d’ailleurs parfaitement assumée par les dirigeants interrogés par Florence Haegel (ne seraient conservés quasiment que les documents diffusés à la presse). Ils justifient cette absence de politique archivistique par l’existence d’un rapport individualisé aux archives (chacun partant avec ses notes) et à la légitime prégnance du temps court de l’action politique. De ce point de vue, la disjonction entre le temps de la recherche et celui de l’action partisane peut expliquer des formes d’indifférence. Parfois, une enquête âprement négociée dans un premier temps ne suscite plus d’intérêt une fois les résultats disponibles, la conjoncture et le groupe dirigeant ayant entre-temps changé. Les observations de Stéphanie Dechezelles sur Forza Italia vont globalement dans le même sens puisqu’elle constate l’importance du secret, de l’opacité, le poids du mythe du « parti moderne anticommuniste » qui néglige les sources écrites¹⁶ et rejette les professions intellectuelles et autres fonctionnaires « gratte-papier ». La mythologie de la création du parti est ainsi laissée entre les mains des publicitaires berlusconiens.

La dimension comparative invite toutefois à se méfier d’une lecture trop manichéenne qui ferait des partis de gauche des organisations plus sensibles aux productions écrites et à leur conservation que ceux de droite. La constitution de fonds d’archives n’est pas « génétiquement » étrangère aux organisations partisans de la droite française. En témoignent, par exemple, les cas du RPF¹⁷ et de l’UJP, mais aussi du MRP et de l’UDSR. De même, dans

14. ETHUIN N., « La formation des militants communistes à l’heure du ‘décentralisme démocratique’ », in LEFEBVRE R. et ROGER A., (dir.), *Les Partis politiques à l’épreuve des procédures délibératives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 87-104 ; PUDAL B., *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009, p. 107-131.

15. Cette situation contraste fortement avec celle du PCF même si l’ordre archivistique ne s’est pas maintenu au PCF. Alors que Julian Mischl a pu s’appuyer pour son travail historique sur des CR des fédérations communistes (cf. MISCHI J., *Servir la classe ouvrière*, Presses universitaires de Rennes, 2010), il a en effet constaté un relâchement progressif de l’archivage dans la période la plus contemporaine. Catherine Leclercq a fait le même constat en consultant les archives des années 1980 à la fédération communiste de Paris.

16. Ce rejet se double d’un fort investissement dans les nouvelles technologies.

17. L’ouverture des archives du RPF, du MRP et de l’UDSR servent de base à l’histoire du RPF menée par Jean Charlot, CHARLOT J., *Le gaullisme d’opposition 1946-1958, Histoire du gaullisme*, Paris, Fayard, 1983. S’agissant du RPF, il faut noter la présence dans son conseil de direction d’un certain nombre d’universitaires et d’intellectuels, au premier titre desquels les figures rivales de Jacques Soustelle et André Malraux.

le travail qu'elle réalise sur le Parti Action Nationale (PAN), parti de droite mexicain créé en 1939 par le recteur de l'Université nationale, Hélène Combes observe la place fondamentale de l'écrit dans le fonctionnement interne. Non seulement le PAN accorde une très grande importance à la transmission de son passé – il dispose à cet effet d'un centre de documentation essentiellement utilisé par des cadres internes – mais il manifeste aussi de longue date et de façon permanente le souci de rendre compte au présent de son histoire par des publications très régulières, à mi-chemin entre production militante et scientifique.

Le degré de réflexivité institutionnelle, s'il est attesté par la culture de l'archive, se manifeste également par l'attention que les formations partisans portent à la connaissance d'elles-mêmes. L'expertise peut intéresser le parti quand elle concerne un domaine qui va lui permettre d'élaborer son programme¹⁸ ou des évolutions sociales qui vont l'aider à développer une stratégie électorale¹⁹. Elle peut être considérée comme moins intéressante quand elle porte sur le (dys)fonctionnement interne de l'organisation. Toutefois, cette règle ne peut être généralisée et certains partis cultivent une certaine réflexivité. Les partis écologistes en sont une illustration : prompts à discuter de leurs pratiques organisationnelles²⁰, il n'est pas exceptionnel qu'ils mobilisent des chercheurs pour évaluer celles-ci²¹. De ce point de vue, la procédure d'autorisation pour mener une enquête auprès des congressistes est un bon révélateur de la manière dont un parti fonctionne et de la conjoncture dans laquelle il se trouve. Cette épreuve de négociation permet non seulement de décrypter les réseaux d'influence et les circuits de décision, mais aussi de saisir à travers les « questions qui fâchent »²² les tensions souterraines de l'organisation²³. Dans ce domaine, les inquiétudes que suscitent

18. La mobilisation des scientifiques est désormais courante dans les manifestations partisans. L'UMP dont les liens avec le monde de la recherche ne sont pas très étroits a, par exemple, eu recours à leur expertise lors des conventions thématiques organisées en vue de la préparation du programme présidentiel de 2007.

19. Dans le cas du PCF dans les années 1960, lorsqu'il décide de financer l'enquête de Guy Michelat et Michel Simon voir sur ce point, PUDAL B., *op. cit.*, p. 41-46 ou le PS aujourd'hui quand il investit dans une réflexion sur son rapport aux catégories populaires, l'enjeu est à la fois électoral, culturel et idéologique.

20. FAUCHER-KING F., « Les Verts et la démocratie interne », in HAEGEL F., (dir.), *Partis politiques et système partisan*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 103-142.

21. Dans le cas français, citons le cas de Florence Faucher-King et de Benoît Rihoux sur la démocratie interne chez les Verts. RIHOUX B., PEIRANO A., FAUCHER F., *A.P.I. L'audit participatif interne. Une technique démocratique de changement des organisations et un outil au service des citoyens*, Paris, Fédération des Élus écologistes, 2002.

22. LAURENS S., « "Pourquoi" et "comment" poser les questions qui fâchent ? Réflexions sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec les "imposants" », *Genèses*, vol. 69, n°4, 2007, p. 112-127.

23. Voir précisément sur cette question de l'obtention des autorisations, l'article de Mounia Bennani-Chraïbi dans ce numéro, mais aussi HAEGEL F., « La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelle et sociales d'adhésion à l'UMP », *Revue française de science politique*, vol. 59, n°1, février 2009, p. 7-29, p. 23.

les investigations scientifiques sont autant alimentées par la crainte d'aviver les dissensions internes que par celle d'altérer l'image extérieure du parti.

En bref, le rapport des partis aux archives n'est pas donné une fois pour toutes : il varie selon les lieux, les cultures locales²⁴, les conjonctures internes et nationales, le moment dans le « cycle de vie » du parti (fondation, exacerbation de la concurrence, déclin, etc.). En période de conflits internes, le chercheur peut acquérir un intérêt particulier aux yeux de tel ou tel courant : chacun souhaitant imposer sa version des faits, l'accès à l'information est facilité, notamment dans les cas où la discipline partisane est faible. Le chercheur pris – volontairement ou involontairement – dans cette lutte de courants doit convertir en savoirs pratiques ses connaissances théoriques sur les batailles internes. Quand la discipline partisane est forte ou que le parti est confronté à un scandale, le terrain se referme, mettant parfois fin à la phase de recueil des données²⁵. De même, certaines phases après quelques années d'existence ou après une crise, s'apparentent à des moments de forte demande institutionnelle de l'écriture de l'histoire partisane²⁶.

Les ajustements et désajustements des mondes partisans et universitaires

Au-delà des interactions individuelles ou des cultures organisationnelles, l'intérêt des acteurs partisans pour les enquêtes en sciences sociales ne peut se comprendre sans tenir compte des formes d'ajustement et de désajustement entre les deux sous-systèmes sociaux que constituent les mondes partisans et universitaires. Comparer ces dynamiques exigerait de reconstituer l'histoire des rapports entre les partis politiques et le monde de la recherche en sciences sociales. Dans la mesure où cette ambition dépasse largement l'objectif de cet article, nous nous contenterons de souligner ici deux enjeux soulevés par la publicisation et la restitution des enquêtes sur les partis politiques²⁷. Le premier enjeu renvoie à l'opération périlleuse du réglage de la distance à l'objet ; le second à la séquence, elle aussi risquée, de dévoilement des résultats de l'enquête.

Régler publiquement la distance à l'objet

La question de la neutralité axiologique, de la juste distance et de l'implication militante du chercheur (qui recoupe, en partie, celle du rôle politique de

24. Voir sur ces questions l'article de Daniella Rocha et Camille Goirand dans ce dossier.

25. AUYERO J., *Poor People's Politics. Peronist Networks and the Legacy of Evita*, Durham, Duke University Press, 2001.

26. Voir le cas du Parti de la révolution démocratique au moment de la « transition démocratique » mexicaine. COMBES H., *La fabrique partisane au Mexique*, Karthala, Paris, 2011.

27. Voir pour un traitement plus général de ces questions, BENSA A. et FASSIN D., (dir.), *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2008, et le compte rendu de cet ouvrage, CEFAI D., « Vers une anthropologie critique », *La vie des idées.fr*, 18 mai 2009.

la science politique) alimente débats et controverses dans la discipline²⁸. Ces réflexions peuvent avoir une dimension déontologique, qu'il s'agisse de la difficulté à gérer des loyautés contradictoires quand les milieux partisans étudiés sont aux antipodes des convictions du chercheur ou que les enquêteurs interviennent au contraire dans des milieux pour lesquels ils manifestent une grande empathie. Daniel Bizeul évoque à propos de son enquête sur le FN des « loyautés incompatibles »²⁹, Martina Avanza témoigne du malaise qu'elle a ressenti dans l'obligation de gérer sa « double vie » lors de son enquête sur la Ligue du Nord³⁰. Quant à Bénédicte Havard Duclos, elle expose à l'inverse comment la logique même de l'enquête l'a conduite d'une loyauté « modérée » envers l'association étudiée (D.A.L.) à une loyauté « exclusive », d'où la difficulté à tenir pendant le terrain « l'obligation d'être militante »³¹. Plus généralement, ces interrogations aboutissent à l'évaluation de ce que l'implication du chercheur dans son objet apporte ou enlève à ses résultats de recherche, le type de données et de discours auxquels cette proximité donne accès³², etc.

Nous ne traiterons pas ici du rapport à l'objet sous l'angle de ses conséquences sur l'enquête de terrain mais sous celui de sa publicisation. Autrement dit, quand et comment explicite-t-on la relation que l'on entretient avec le parti que l'on étudie ? Cette explicitation varie-t-elle selon les univers académiques, le type de parti que l'on étudie, les conjonctures, etc. ? Préalablement, il importe d'évoquer les pressions à prendre parti qui s'exercent durant l'enquête de terrain³³. L'injonction à dévoiler son orientation politique varie selon la taille de l'organisation, son degré de professionnalisation, l'intensité de son militantisme, mais aussi de la compétition interne. Stéphanie Rizet a ainsi été considérée comme une « recrue potentielle » tout au long de son terrain à la LCR³⁴ ; au PS, Carole Bachelot a souvent été sommée de

28. De récentes initiatives témoignent en France de cet intérêt : « Le sociologue et le militant », (journée d'études AFS, juin 2007), « L'intervention du politiste dans le débat politique, en finir avec la neutralité axiologique ? » (Journée d'études AFSP, mai 2008). Sans traiter explicitement de l'engagement politique des chercheurs, la littérature anglo-saxonne fait une large place à l'interprétation du principe de neutralité axiologique et au « tournant normatif de la science politique » (GERRING J., GESNOWITZ J., « A normative turn in Political Science ? », *Polity*, vol. 38, n°1, 2006, p. 101-133). Cfr. ELIAS N., *Engagement et distanciation, Contributions à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, 1993.

29. BIZEUL D., « Des loyautés incompatibles. Aspects moraux d'une immersion au Front national », *SociologieS*, mis en ligne le 31 juin 2007, <http://sociologies.revues.org>.

30. AVANZA M., « Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas ses indigènes », in BENSA A. et FASSIN D., (dir.), *op. cit.*

31. HAVARD-DUCLOS B., « Les coûts subjectifs de l'enquête ethnographique. Enquêter comme militante dans l'association Droit au logement (DAL) à la fin des années 1990 », *SociologieS*, mis en ligne le 21 juin 2007.

32. Voir la contribution de R. Lefebvre dans ce numéro.

33. MUSSO S., « À propos du "malaise éthique" du chercheur : les leçons d'un terrain sur les objets "sida" et "immigration" en France », *Ethnographiques*, n°17, novembre 2008, <http://www.ethnographiques.org/2008/Musso>.

34. RIZET S., « De la reconnaissance de l'implication du chercheur à sa mise au travail », *Sociologie clinique*, 2007/1, p. 287-300

prendre position pour ou contre les différents courants. L'intensité de la sollicitation, conjuguée à la durée de l'immersion, peut influencer sur la conduite de la recherche, et le chercheur se sentir plus ou moins tenu d'y répondre.

En France, de nombreux chercheurs ont travaillé sur des partis dont ils se sentaient proches, ou dans lesquels ils ont été engagés à un titre ou à un autre – ce qui explique pour une part la rareté des travaux sur les partis de droite dans un milieu d'enseignants et de chercheurs réputé en majorité « de gauche ». Dans la lignée des auteurs pionniers qui ont travaillé sur le PCF et le mouvement ouvrier en s'appuyant sur leur expérience militante (Annie Kriegel au premier titre), la plupart de ceux qui ont pris pour objet le PS se sont également engagés à ses côtés, des compagnons de route (Frédéric Sawicki), aux militants (Rémi Lefebvre), aux conseillers politiques et membres de cabinets ministériels (Gérard Grunberg), aux actuels membres de la direction du parti (Alain Bergounioux), les jeunes chercheurs ayant quant à eux souvent eu une expérience dans les mouvements de jeunesse – éventuellement pour les besoins de la recherche (Lucie Bargel) – et/ou de collaborateurs d'élus (Éric Treille). L'engagement auprès des partis est d'ailleurs difficile à définir précisément, dans la mesure où il ne peut se réduire à l'adhésion formelle³⁵ : Stéphanie Rizet a par exemple bien montré que ne pas avoir sa carte à la LCR ne lui avait « jamais semblé être un gage d'objectivité ».

Le rapport des spécialistes des partis à leur objet est rarement publiquement explicite. Si pour H. Becker les chercheurs sont d'autant plus susceptibles d'être exposés aux qualifications et dévalorisations à propos de leur « neutralité axiologique » qu'ils travaillent sur des objets non ouvertement politiques³⁶, il n'est pas certain que cette remarque s'applique au cas français tant l'occultation du rapport à l'objet semble pour l'instant de mise. La réflexivité n'apparaît comme une réelle contrainte que pour ceux qui mènent un travail ethnographique sur l'extrême droite, au premier titre desquels Daniel Bizeul qui témoigne du malaise professionnel qu'a provoqué son immersion au sein du Front National, malaise exprimé par ses collègues qui le trouvent trop complaisant dans ses analyses. La logique compréhensive et empathique promue dans les manuels semble trouver là sa limite³⁷. Quant aux spécialistes de la droite, ils sont souvent contraints de résister aux soupçons d'accointance avec leur objet. Produit de la tendance des professions enseignantes et des cadres du public à préférer les partis de « gauche »,

35. Comme le fait remarquer Christophe Broqua, faire l'ethnographie d'un objet présuppose dans tous les cas une forme d'engagement (BROQUA C., *op. cit.*, 2009).

36. « *Oddly enough, we are, I think, less likely to accuse ourselves and one another of bias in a political than in an apolitical situation* », in BECKER H., « Whose Side are We On », *Social Problems*, vol. 14, n°3, winter 1967, p. 244.

37. En particulier, BIZEUL D., « Les sociologues ont-ils des comptes à rendre ? Enquêter et publier sur le Front National », *Sociétés Contemporaines*, n°70, 2008, p. 95-114.

et donc de la relative pénurie de travaux sur les formations conservatrices ou radicales, ce soupçon récurrent peut faire de la restitution une épreuve de vérité sur le positionnement politique du chercheur³⁸.

La science politique n'a par ailleurs intégré que tardivement le souci de dévoilement des coulisses de la recherche et celui du cheminement personnel du chercheur, très pratiqué par contraste chez les ethnologues depuis les années 1970. Dans les rares cas où cette réflexion est menée, elle l'est plutôt dans des articles de méthode, en marge de l'exposition des résultats de la recherche. Enfin, la propension à l'exposition de la connivence dépend sans doute aussi de la position d'expert adoptée par bon nombre de spécialistes auprès des organisations qu'ils étudient. Comme on le verra, cette position peut être parfaitement assumée dans certains pays, y compris dans sa dimension prescriptive³⁹ : elle l'est apparemment moins en France.

Dévoiler ou dévoyer ?

Le champ universitaire est marqué par des logiques qui entremêlent autonomisation et imbrication vis-à-vis des organisations partisans. D'un côté, le durcissement des critères d'évaluation des travaux et de gestion de carrières autonomise l'activité scientifique ; de l'autre, la valorisation de l'expertise, en particulier pour des raisons de financement, mais également la multiplication des espaces hybrides tels que les *think tanks* ou les fondations contribuent à légitimer les formes d'imbrication et de circulation. Quelle que soit l'importance de ces dynamiques contradictoires, la question des rapports entre les modes de production du champ universitaire et ceux du champ politique/partisan s'inscrit dans un large éventail de configurations possibles, fortement variables selon les pays. Par exemple en Italie, plusieurs enquêtes sur Forza Italia ont été le produit de membres plus ou moins influents du parti et les universitaires sont souvent fortement engagés publiquement et politiquement. Dans d'autres cas, l'existence, dans certains

38. Florence Haegel, Anne-Sophie Petitfils et Stéphanie Dechezelles ont ainsi été parfois confrontées à la perplexité du milieu universitaire sur le rapport qu'elles entretenaient avec leur objet. Or, ce qui semble poser problème à propos de formations de « droite » ne provoque pas autant d'atermoiements à propos d'enquêteurs travaillant sur des partis de « gauche », du moins dans un certain nombre de pays ouest-européens. Lucie Bargel a ainsi fait l'expérience d'un « non doute » sur ses supposées préférences partisans entre ses deux terrains : le PS et l'UMP.

39. P. Seyd et P. Whiteley, auteurs de travaux de référence sur la sociologie des militants des Partis travailliste et conservateur britanniques, assument le caractère prescriptif de leurs recherches, qui insistent sur la nécessité pour les deux partis de revitaliser le militantisme local afin d'améliorer leurs performances électorales. Ils appellent les universitaires à rendre leurs propos plus accessibles et à médiatiser leurs résultats pour accroître leurs chances de peser sur les processus politiques (« The party membership surveys : does social science research have any impact ? », PSA Annual Conference, University of Keele, 7-9 April 1998, p. 5).

pays, de fondations directement liées aux partis⁴⁰ (comme en Allemagne, aux États-Unis, au Chili, etc.), contribue à une forte interpénétration du champ politique (ou du moins de l'expertise qui lui est afférente) et du champ universitaire et à l'importance de la multi-positionnalité des chercheurs. Dans le cas du Chili, les partis développent même des partenariats avec des universités privées afin de créer des *think tanks*. Dans le Mexique des années 1990, les politistes, souvent formés aux États-Unis, ont été partie prenante de la « transition politique ». En permanence mobilisés par les médias, ils ont aussi joué un rôle important dans des instances indépendantes chargées d'accompagner la transition (Institut fédéral électoral, Tribunal électoral, Commission nationale des droits de l'homme, Institut de la transparence)⁴¹. Des spécialistes des études électorales sont aussi fortement mobilisés par les partis d'opposition. De très nombreux politologues tiennent des chroniques à la télévision, dans les journaux ou à la radio. La forte demande publique aux différents échelons (national, fédéré ou local) liée à la période de changement politique a transformé les départements de science politique des plus grandes universités en cabinets de consulting. Ce travail d'expertise constitue des compléments de salaire très conséquents pour une profession certes très valorisée socialement, mais moins bien rémunérée que les hauts fonctionnaires. Dans ces conditions, la revendication d'une autonomie vis-à-vis du champ politique et la mise en œuvre d'une recherche « fondamentale » paraissent difficiles à défendre dans la discipline.

S'agissant de la France, la multiplication et la montée en puissance des fondations partisanes contribueront probablement à modifier les pratiques. Si, depuis un certain temps, la *Fondation Jean Jaurès* et la *Revue socialiste* visent à établir des liens entre acteurs partisans et universitaires, la première en finançant partiellement et diffusant des recherches, la seconde en publiant des articles rédigés par des universitaires, la *Fondapol* a quant à elle été explicitement créée pour combler le fossé entre « la droite » et le « monde intellectuel » et s'y emploie par l'organisation de manifestations « scientifiques » qui n'auraient probablement jamais eu lieu auparavant.

Cette question de l'expertise soulève l'enjeu de la restitution. L'action de rendre ce qui a/aurait été subtilisé aux acteurs étudiés à des fins scientifiquement légitimes repose sur l'idée d'un dû, mieux d'un rendu (rend-dû) déontologique⁴². Différents problèmes surgissent alors : dans quelle mesure

40. La nature du financement public peut également peser. En effet, dans certains pays, une ligne budgétaire du financement routinier des partis est allouée à la formation militante et parfois donc investie dans la création de centres de documentation. CARRILLO M., LUJAMBIO A., NAVARRO C., ZOVATTO D., (coords.), *Dinero y contienda político-electoral*, México, FCE, 2003.

41. La participation à ces organismes implique de ne pas appartenir à un parti. Cependant, après leur mandat, nombre d'entre eux se sont lancés dans une carrière politique.

42. BIZEUL D., *op. cit.*, 2008.

ce rendu est-il effectivement dû ? Sous quelles formes l'enquêteur peut-il se prêter au jeu de la restitution, sans dévoyer ni dévoiler trop son travail ? Comment éviter que ne soient instrumentalisés au profit de telle organisation, contre telle autre, les résultats obtenus ? En effet, la demande d'information et d'expertise peut émaner d'organisations concurrentes dont les intérêts – politiquement légitimes – ne correspondent pas à ceux du chercheur pour lequel les bénéfices scientifiques de l'opération sont soit difficiles à évaluer soit quasi nuls. Florence Haegel a ainsi été sollicitée par le Parti socialiste dans le cadre de la campagne présidentielle française de 2007 pour parler de l'UMP, tandis que Stéphanie Dechezelles a été invitée par Forza Italia à aider le groupe de Bologne sur l'organisation militante de son mouvement de jeunesse en 2005. La première s'y est rendue mais n'a pas poursuivi à cause du malaise provoqué par ce double jeu, même si cette situation lui apprenait beaucoup sur la vision que les socialistes avaient de leur adversaire ; la seconde n'a pas donné suite à une sollicitation délicate à gérer.

À l'autre extrémité du spectre politique, le PCF constitue un objet de luttes indissociablement politiques et scientifiques, en dépit des injonctions régulières à le refroidir et à le traiter en tant que « parti comme les autres ». Le passé militant (communiste ou anti-communiste, parfois l'un puis l'autre) des analystes du PCF rend particulièrement sensible la restitution de travaux de recherche. Les jeunes chercheurs sont toujours, implicitement ou explicitement, invités à « choisir un camp », ce qui contribue à reconduire peu ou prou les dissensions de leurs aînés. Catherine Leclercq a éprouvé ces feux croisés en présentant sa thèse alternativement devant des publics proches de l'équipe du *Livre noir du communisme* d'une part, du *Siècle des communismes* d'autre part, avec le sentiment de n'être pas aussi bien « reçue » (au triple sens d'accueillie, comprise et adoubée) dans l'une et l'autre de ces configurations⁴³.

S'agissant des organisations radicales, celles classées à l'« extrême droite » ou encore celles qualifiées de « terroristes », il ne s'agit pas d'un contrôle de la parole en vue de s'assurer de leur conformité avec la ligne défendue par le parti mais souvent d'une forme de pression morale⁴⁴. Les raisons qui poussent toutefois certains à faire part de leurs conclusions à des acteurs partisans peuvent être d'une triple nature : coller à un engagement

43. Ces collectifs de chercheurs se caractérisent par des interprétations divergentes, voire concurrentes, du phénomène communiste: si le premier privilégie une histoire *du* communisme sous l'angle du crime d'État, l'autre défend une histoire sociale *des* communismes dans la diversité de leurs cadres d'implantation et logiques d'évolution. Pour une explicitation de ces divergences, voir Pudal B., Dreyfus M. et al., « Introduction », in Dreyfus M., Groppo B., Ingerflom C., Lew R., Penetier C., Pudal B., Wolikow S., (dir.), *Le siècle des communismes*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, Paris, 2000, p. 9-15.

44. Ainsi les dirigeants du FIS rencontrés par Myriam Aït-Aoudia lui ont parfois demandé de lire ses papiers, lui ont quelquefois transmis des commentaires critiques mais n'ont jamais refusé de lui accorder un entretien au motif qu'elle n'écrivait pas ce qu'ils auraient souhaité qu'elle transmette. L'essentiel était pour eux qu'elle respecte la parole donnée : « on sait que tu diras la vérité », ce qui est une manifestation de confiance, mais aussi un rappel implicite à la vigilance.

politique personnel, s'assurer de la pérennité de son enquête sur le terrain en répondant positivement à une commande, acquérir auprès des enquêtés un statut d'« expert » garantissant un accès à certaines coulisses ou interlocuteurs stratégiques. L'expertise tend d'ailleurs parfois à se muer en conseil auprès des partis ou de leurs instances dirigeantes sur d'autres sujets que ceux traités spécifiquement dans l'enquête. Hélène Combes a ainsi été amenée à collaborer à la préparation d'un document en vue du séjour en France d'un dirigeant mexicain dans le cadre de la campagne de Ségolène Royal, ce qu'elle considérait comme une « reconnaissance de dette » à l'égard de ceux qui avaient pris le temps de lui transmettre de précieuses informations. Cela rentre dans une logique plus globale qui voit les appareils partisans faire de plus en plus souvent appel à des « spécialistes » de différentes disciplines (y compris donc les sciences sociales) non pas tant pour mieux se connaître eux-mêmes que pour bénéficier de la parole experte sur des questions techniques.

De manière générale, poser le problème de la restitution revient à s'interroger sur les lieux, les temps et les langues de la transmission, ainsi que sur les effets qu'ils produisent sur l'intérêt à l'égard des enquêtes sur les partis. En premier lieu, les espaces relativement clos de la restitution, souvent liés à l'univers académique (salles de colloques ou de séminaires) sont certes familiers des chercheurs mais beaucoup moins du grand public et des enquêtés. Séparés spatialement, les *topoi* de l'enquête et de la transmission le sont aussi socialement. À cette clôture peuvent remédier en partie les médias et les espaces multiples de communication permis par les outils disponibles sur le web : forums de discussion, sites Internet, blogs et réseaux sociaux, même si dans le même temps se pose la question du contrôle par leurs auteurs des contenus⁴⁵. De ce point de vue, en France par exemple, l'accès facilité aux résultats d'enquête à travers les portails de revues de sciences sociales (Cairn, Persée...) ou de thèses en ligne (HAL-TEL du CNRS)⁴⁶ que fréquentent de plus en plus les étudiants en sciences sociales dont un petit nombre occupe des fonctions au sein des partis, est susceptible de transformer partiellement le rapport entretenus entre les enquêteurs et leurs objets partisans. Quoiqu'il en soit, la restitution est fondamentalement marquée par la disjonction des rythmes entre monde universitaire et mondes partisans. Non seulement les acteurs partisans privilégient souvent le temps court alors que les enquêtes se déroulent généralement sur plusieurs années mais ils sont soumis à un *turn-over* qui contribue à délier les attentes des uns et les envies des autres. L'éloignement géographique du chercheur et la distance linguistique (surtout lorsque l'on travaille sur des terrains où est utilisée une autre

45. Le rôle des médias dans ces processus de diffusion, de traduction, voire de déformation et par conséquent de réception des résultats d'enquête apparaît évidemment central, il est fortement souligné dans BRETTELL C. (ed), *When they read what we write*, Westport, Bergin and Garvey, 1993.

46. Certaines thèses sont toutefois protégées la circulation grâce à la possibilité de ne pas les rendre accessibles à la consultation (cas de plusieurs thèses sur le Front National en France).

langue que la sienne) allonge le circuit de diffusion et peut être utilisée comme système de protection. Travaillant sur les organisations turques, Élise Massicard se félicite de la distance géographique et linguistique car la réception de ces travaux risquerait d'être contre-productive et de mettre en péril les relations d'enquêtes difficiles à établir. Stéphanie Dechezelles a quant à elle délibérément évité toute communication et toute publication en italien le temps de l'enquête sur le terrain, afin d'éviter toute nécessité de justification, face à des jeunes militants dont une proportion importante poursuivait des études de science politique. Enfin, les caractéristiques propres du langage scientifique (concepts, vocabulaire et modalités d'exposition propres au champ scientifique) font que la vulgarisation peut ne pas être correctement « entendue ». Que les concepts de science politique soient réinterprétés par les acteurs à l'aune de leurs intérêts politiques souligne les dissonances multiples entre le mode de représentation forgé par l'expérience directe ou l'illusion du savoir immédiat et celui fondé sur une objectivation de la réalité observée⁴⁷, quand bien même les outils utilisés par le chercheur résultent en partie de ses propres dispositions socialement forgées. Dissonances qui peuvent, dans un contexte de plus en plus marqué par la judiciarisation des controverses, conduire à des poursuites engagées par des acteurs politiques à l'encontre de certains travaux⁴⁸.

La comparaison de nos expériences d'enquête et plus précisément des modes de réception de celle-ci a relevé la diversité des intérêts partisans. De ce point de vue, le rapport à l'enquête, autrement dit la manière dont elle est perçue et reçue, constitue bien une forme de révélateur, au sens chimique du terme, de la variété des investissements et des mondes partisans. Au niveau des acteurs partisans, selon leurs profils sociaux, leurs positions dans l'organisation mais également dans le cycle d'engagement et de vie, les relations au parti ne sont pas les mêmes et génèrent des rapports très divers à l'enquête, aux savoirs et/ou à l'introspection. Autrement dit, l'analyse des modes de réception de l'enquête confirme le fait qu'un parti se présente comme une somme d'investissements partisans très différenciés.

À l'échelle des parti eux-mêmes, la variété des modes de réception de l'enquête mais aussi celle des pratiques archivistiques nous a permis de

47. BOURDIEU P., PASSERON J.-C., CHAMBOREDON J.-C., *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton, 1983.

48. Nous pensons évidemment ici à la condamnation en première instance par le tribunal correctionnel de Thonon (Haute Savoie) en novembre 2008 à l'encontre de trois enseignants-chercheurs (et de leur éditeur Michalon) auteurs de *La France rebelle* : Xavier Crettiez, Isabelle Sommier et Juan J. Torreiro. Ils étaient accusés par un membre de la Confédération Savoisiennne de diffamation pour avoir écrit qu'il s'agissait d'un « groupuscule indépendantiste partisan du recours à la violence ». La condamnation a été ensuite non confirmée en dernière instance. SOMMIER I., TORREIRO J., « Écriture sociologique et labellisation politique : réflexions autour d'un procès en diffamation », LAURENS S. et NEYRAT F., *op. cit.*, 2010. Mais cet événement pose la question des « risques du métier » de chercheur travaillant sur des objets partisans dans un contexte de juridisation des conflits. Pour de plus amples développements sur cette question, voir LAURENS S. et NEYRAT F., *op. cit.*, 2010.

mettre en lumière l'existence de cultures d'organisation au sein desquelles les formes de familiarité et de connivence avec les codes universitaires mais aussi l'aptitude à la réflexivité sont plus ou moins valorisées. Si l'analyse de la réception des enquêtes peut bien constituer un possible accès à ces cultures organisationnelles, encore faut-il se méfier des distinctions trop rapides (celle, par exemple, qui opposerait systématiquement les partis de droite et de gauche) et trop rigides (dans la mesure où les formes de la réception sont en partie liées aux conjonctures partisans).

Enfin, à l'échelle plus macroscopique, la réception des enquêtes n'est qu'une facette des relations qui se nouent et se dénouent entre les « mondes » partisans et universitaires. Marqués par des logiques professionnelles et des temporalités souvent désajustées, ces mondes sont loin d'être étanches, les affinités cachées ou les répulsions affichées des spécialistes des partis, les pratiques d'expertises et de financement, l'hybridation des catégories d'analyse tissent depuis longtemps des liens. Et pourtant, les pratiques varient significativement selon les contextes nationaux et invitent à une comparaison plus systématique des usages, en matière par exemple de publicité donnée à l'orientation partisane, de reconnaissance plus ou moins assumée de la dimension prescriptive des travaux, ou de légitimité des multi-positionnements des acteurs universitaires et partisans.